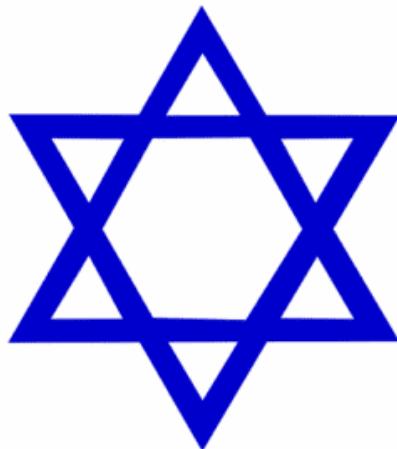


Conflit armé longue durée : L'armée israélienne à l'épreuve du temps

Category: 2020-2030,Actualités

29 mai 2025



L'armée israélienne à l'épreuve du temps : Enjeux et défis d'un conflit de longue durée

Face à une situation particulièrement complexe et dangereuse pour Israël, vient l'interrogation sur la capacité réelle dont il dispose pour mener un conflit prolongé. Peut-il encore soutenir un effort militaire aussi intense sur plusieurs théâtres d'opérations sans compromettre son modèle stratégique ? Ses forces armées, malgré leur supériorité technologique affichée et leur préparation revendiquée pour les conflits asymétriques, peuvent-elles faire face à une guerre d'usure imposée par un ensemble d'adversaires aux stratégies diversifiées et pas nécessairement coordonnées ?

Le 7 octobre 2023, le Hamas lance depuis Gaza une attaque massive et multidimensionnelle contre Israël—la plus meurtrière qu'il ait connu depuis sa création en 1948, avec environ 1200 morts et 251 personnes capturées. Outre le bilan humain, cet épisode marque également un point de non-retour pour la défense israélienne. Avec 3000 roquettes tirées en une journée, des incursions terrestres inédites (par les airs avec des parapentes motorisés, par la terre en

franchissant les barrières de sécurité avec des explosifs et par la mer avec des commandos), une réactivité israélienne jugée *a posteriori* particulièrement lente, de flagrantes failles dans l'appareil sécuritaire de l'État hébreu ont fait surface.

Pis encore, Tel Aviv s'est depuis enlisé dans un conflit à plusieurs fronts, menaçant d'une part son modèle stratégique basé sur la supériorité technologique, la dissuasion (nucléaire) et l'anticipation, et d'autre part sa réputation d'armée la plus puissante du Moyen-Orient, suréquipée face à des voisins aux armements considérés comme obsolètes et peu menaçants. Tsahal mène une guerre de haute intensité dans la bande de Gaza, frôlant la destruction complète de cette zone d'un point de vue matériel, avec plus de 30 000 raids aériens et un contrôle terrestre prolongé visant à défaire le Hamas. Israël lutte aussi contre le Hezbollah libanais, tant sur son propre territoire que dans le Sud-Liban, ce dernier ayant tiré des milliers de roquettes et drones-suicides, forçant l'évacuation massive de localités israéliennes. En mer Rouge encore, les Houthis ciblent des navires qu'ils estiment affiliés à Israël et tentent de contrôler les flux maritimes. À l'est enfin, Israël voit l'Iran enfin répliquer par la force armée aux attaques israéliennes sur son territoire, à l'image de l'attaque de drones iraniens dans la nuit du 13 au 14 avril 2024, après les frappes israéliennes du 1er avril sur le consulat iranien de Damas (côté iranien, l'opération est appelée « Promesse honnête », *va'deh-yé sâdeq* en persan).

Sur le plan interne encore, ces crises et conflits attisent des tensions sociopolitiques déjà lourdes, mêlant contestations du gouvernement Netanyahu, interrogation sur ses objectifs stratégiques réels (récupération des Israéliens détenus par le Hamas ou destruction de ce dernier ?) et critiques de la réforme institutionnelle lancée par ledit gouvernement pour réduire les pouvoirs de contrôle de la Cour suprême. Du fait de ce projet de réforme, c'est non seulement une fracture de la société et de la cohésion nationale qui est engendrée, mais plus concrètement un risque pour la solidité de l'armée israélienne : des milliers de réservistes, notamment dans l'armée de l'air et dans les unités cybernétiques, menacent de ne plus servir. Par ailleurs, la mobilisation massive de plus de 360 000 réservistes—une première depuis la guerre du Kippour, un demi-siècle plus tôt—pressurise l'économie israélienne, qui a vu son PIB reculer de 20 % au quatrième trimestre 2023, sans évoquer la baisse drastique des investissements étrangers.

État de la défense israélienne : un appareil militaire sous pression

Depuis le 7 octobre 2023, la défense israélienne est mise à rude épreuve, contrainte de multiplier les fronts et les opérations. D'inattendues vulnérabilités sont apparues dans son système de sécurité, imposant une réévaluation stratégique, tant la pression continue sur plusieurs fronts : à Gaza et en Cisjordanie, mais aussi en Iran et au Liban. Le budget israélien de défense, l'un des plus élevés au monde avec environ 30 milliards de dollars en 2024 (soit environ 5 % de son PIB), a été rehaussé pour financer l'effort de guerre. C'est une augmentation de quasiment 50 % (environ 55 milliards de shekels, soit 14 milliards de dollars) qui a été décidée en 2024, sans compter 14 autres milliards de dollars d'aide américaine comportant entre autres des livraisons accélérées de munitions et de systèmes d'interception. Malgré ce budget de guerre, c'est environ 250 millions de dollars qui sont quotidiennement consommés par Israël pour ce conflit, éreignant encore plus son économie déjà fragilisée par le ralentissement de sa croissance et la baisse des investissements directs étrangers. L'ancien ministre de la Défense Yoav Gallant avait d'ailleurs évoqué que le prolongement de la guerre

pourrait nécessiter des coupes budgétaires supplémentaires.

L'armée israélienne est par ailleurs autant mobilisée qu'elle subit une tension croissante. Tsahal dispose d'environ 169 500 soldats actifs et 465 000 réservistes, en faisant donc l'une des armées les plus militarisées du monde par rapport à sa population. Après l'attaque du Hamas, Israël a déployé près de 360 000 de ses réservistes, une mobilisation record ajoutant à la pression économique et sociale du pays. Après plus d'un an et demi de conflit enfin, la fatigue morale et physique se fait sentir chez les troupes israéliennes, particulièrement chez les unités sur le front, alors que les délais de rotation sont allongés, réduisant d'autant plus leur moral et leur efficacité opérationnelle. Le Dôme de fer, système israélien de défense antimissile ayant intercepté plus de 90 % des roquettes tirées depuis Gaza, a également été continuellement sollicité par l'intensité des attaques. Face aux frappes avérées et aux menaces balistiques grandissantes, Israël a également déployé la Fronde de David (système d'interception de missiles et roquettes, élaboré en partenariat avec l'entreprise américaine Raytheon) pour intercepter des missiles de plus longue portée, à laquelle se rajoute le système Arrow 3 contre les missiles balistiques iraniens, parachevant sa défense aérienne multicouches.

La réponse iranienne des 13 et 14 avril 2024, plutôt que de démontrer les capacités d'interception israéliennes, en expose plutôt les carences : avec une sommation iranienne de 48 heures avant l'attaque, l'annulation de tous les vols civils dans l'espace aérien israélien, l'assistance armée des États-Unis, de la France, de la Jordanie et du Royaume-Uni, « seulement » 90 % des drones et missiles ont été interceptés. Les 300 drones et missiles tirés par l'Iran à ce moment ne représentent qu'une partie minime de tout son arsenal, qui pourrait donc lourdement percer la défense israélienne en cas d'attaque massive sans sommation. L'industrie militaire israélienne est par ailleurs au cœur de l'effort de guerre, l'État hébreu étant un acteur incontournable en matière d'armement, avec des entreprises comme Elbit Systems, Israel Aerospace Industries et Rafael, ces dernières ayant augmenté leur production pour répondre à la demande. Cependant, les stocks de certaines munitions—notamment les obus de 155 mm et les missiles intercepteurs—s'amenuisent, aggravant la dépendance aux livraisons américaines et européennes. Si Tsahal reste technologiquement très avancé et possède des alliés occidentaux de poids, l'usure prolongée de son appareil militaire et les multiples fronts ouverts posent avec acuité la question de sa capacité à tenir un conflit de longue durée.

Forces de la défense israélienne : atouts stratégiques et militaires

Tsahal dispose d'indéniables atouts militaires et stratégiques lui permettant de maintenir une haute capacité opérationnelle, malgré le lourd conflit dans lequel il évolue. Son adaptabilité tactique, sa supériorité technologique, le soutien occidental, son renseignement avancé et sa réactivité militaire restent au cœur de sa puissance. Il possède un écosystème de défense en faisant l'une des armées les plus technologiquement avancées au monde, avec une combinaison d'armements de pointe, de cybercapacités (avec son Unité 8200 pour la cyberdéfense et la guerre électronique, qualifiée par Peter Roberts, chercheur au Royal United Services Institute de « meilleure agence de renseignement technique au monde, qui se situe au même niveau que la NSA à tout point de vue, sauf l'échelle ») et de systèmes de surveillance. Israël est usuellement considéré comme faisant partie des trois premières puissances mondiales en cybersécurité, avec la Chine et les États-Unis. Il peut ainsi neutraliser les

communications adverses, infiltrer les réseaux ennemis et intercepter des données sensibles. L'objectif qu'il s'est fixé est de compenser sa faible profondeur stratégique (lié à son territoire restreint) par une haute capacité de renseignement et d'anticipation, en théorie. Ses moyens technologiques (SIGINT, écoutes, satellites d'observation Ofek) et son réseau d'espionnage lui octroient des informations capitales sur ses adversaires réels et potentiels. C'est avec de telles capacités de renseignement qu'Israël a pu mener des assassinats de hauts dirigeants du Hamas en 2024, à l'image de Saleh al-Arouri [le 2 janvier] à Beyrouth, Ismaël Haniyeh [le 31 juillet] à Téhéran ou encore Hassan Nasrallah [le 27 septembre], figure historique du Hezbollah libanais, à Beyrouth également.

Pour encore compenser son manque de profondeur stratégique, Tel Aviv peut compter sur la capacité de réaction quasi-immédiate de son armée et de sa réserve (après le 7 octobre 2023, il faut 48 heures pour mobiliser près de 300 000 réservistes) et sur le soutien des États-Unis. Avec le *U.S.-Israel Memorandum of Understanding on Security Assistance* du 14 septembre 2016, ce sont 38 milliards de dollars qui sont fournis sous forme d'aide militaire pour la période 2019-2028. Outre l'approvisionnement en munitions (obus de 155 mm, missiles pour son Dôme de fer notamment), Israël est entre autres le seul État du Moyen-Orient à posséder des chasseurs F-35 et peut compter sur des centaines de tonnes de matériel militaire expédiés par les États-Unis depuis le 7-Octobre, sans oublier le déploiement de leurs porte-avions en Méditerranée et autour du détroit de Bab el-Mandeb. En ajoutant à cela son expérience accrue des guerres conventionnelles ou non (avec plus de dix conflits majeurs depuis 1948), Tsahal sait combattre sur plusieurs fronts à la fois et en environnement urbain (l'armée israélienne a immédiatement développé des unités spécialisées en guerre souterraine et de nouveaux capteurs pour contrer les tunnels du Hamas). Sa capacité d'adaptation et sa doctrine militaire fournissent des atouts majeurs en sa faveur.

Faiblesses et vulnérabilités israéliennes : les limites d'un modèle éprouvé

L'armée israélienne, bien que connue et reconnue pour son efficacité opérationnelle et sa technologie avancée, fait face à nombre de vulnérabilités et défaillances, menaçant son efficacité dans un conflit de longue durée. Ces faiblesses peuvent engendrer, outre un affaiblissement de la défense israélienne, un profond risque stratégique. La mobilisation prolongée des réservistes depuis octobre 2023 provoque un épuisement physique et psychologique, auquel se couple un plus que fragile équilibre social. Les crises politiques à répétition, les manifestations de masse, les tensions internes et critiques du *modus operandi* de Benyamin Netanyahu ainsi que la réforme judiciaire renforcent un sentiment de fracture sociale.

Outre l'épuisement des soldats et l'érosion de la cohésion nationale, se fait jour une réelle tension sur les stocks de missiles et de munitions guidées, suite aux frappes prolongées sur Gaza et le Sud-Liban. Les difficultés d'approvisionnement rencontrées concernant ces munitions essentielles pour le combat en milieu urbain constituent un facteur pouvant compromettre les futures opérations israéliennes. L'aide américaine envers Israël, à hauteur de 3,8 milliards de dollars, ne semble pas être pour le moment dans le viseur de Donald Trump et de sa politique récente de reconfiguration de l'échiquier international (coupes drastiques de l'aide à l'Ukraine, lourde incitation envers les membres de l'OTAN à rehausser leur budget de défense, retour de la guerre commerciale avec la Chine, etc.). Cependant, des ajustements pourraient survenir à moyen et long terme, et un changement d'administration pourrait avoir

un impact si le conflit venait à s'enliser. L'aide militaire américaine constitue donc un facteur stratégique majeur et Israël pourrait se trouver dans une situation vulnérable en cas de cessation ou de diminution de celle-ci. Enfin le conflit multi-fronts dans lequel se trouve Israël (Gaza, Liban, Iran, Yémen) distend ses capacités humaines et matérielles autant que sa faculté de réaction rapide et de stratégie d'ensemble. En cas de prolongation et d'élargissement du conflit, ce sont bien des limitations opérationnelles qui pourraient alors apparaître, contraignant Israël à prioriser certains fronts.

Israël pourra-t-il tenir un conflit destiné à durer ?

La résilience d'Israël est mise à l'épreuve depuis le 7 octobre 2023. Tsahal démontre certes une puissance militaire redoutable, mais plus dans des conflits courts et intenses que dans des combats persistants aux nombreux épicentres. De sérieuses interrogations sur son endurance stratégique émergent à l'heure où Tel Aviv fait face à ce dilemme : comment maintenir une pression militaire constante tout en évitant l'essoufflement de ses ressources ? Ses bombes guidées JDAM et ses munitions d'artillerie commencent à s'épuiser, son système de défense Dôme de fer se base sur des missiles couteux, le prix unitaire oscillant entre 40 000 et 100 000 dollars et la mobilisation des réservistes et de la société civile s'étiole. Parallèlement, bien que la capacité industrielle israélienne soit avancée, elle ne permet pas une production rapide et en masse de tous les équipements sophistiqués utilisés, à l'image des avions de combat F-35 nécessitant des pièces produites seulement aux États-Unis.

Cette guerre d'usure avantage en réalité les adversaires d'Israël, quand bien même ceux-ci ont pu connaître des revers largement médiatisés par Tel Aviv, à l'image de l'assassinat de hauts dirigeants du Hamas et du Hezbollah. La guerre à Gaza s'éternise et le risque d'escalade avec le Liban et même l'Iran est un scénario plus que possible. Le Hamas maintient une capacité opérationnelle, alors qu'il était décrit comme éreinté après les premières représailles israéliennes fin 2023. L'incapacité de l'État hébreu à éradiquer le Hamas d'un point de vue matériel prélude d'autant plus au fait qu'il ne parviendra pas à vaincre le Hamas d'un point de vue moral et idéologique. Le Hezbollah libanais représente pour Israël une menace encore plus sérieuse, avec un arsenal estimé à plus de 150 000 roquettes et missiles, pouvant potentiellement saturer les systèmes de défense israéliens. Le Hezbollah est encore plus préparé que le Hamas à un conflit prolongé, du fait de ses ressources plus fournies, et une opération israélienne à son encontre serait bien plus coûteuse pour Tel Aviv que la guerre en cours à Gaza. Enfin, une potentielle guerre directe et d'envergure avec l'Iran semble être un scénario catastrophe, les implications stratégiques et régionales étant difficilement discernables avec précision.

Le plus grand danger pour Israël semble finalement être l'opinion publique. À l'international d'abord, les opérations israéliennes à Gaza sont régulièrement qualifiées de génocide, tant les actions à Gaza semblent disproportionnées et viser les populations civiles plus que des cibles militaires. La procédure engagée par l'Afrique du Sud contre Israël le 29 décembre 2023 devant la Cour internationale de Justice, cette première alléguant d'une violation par le second de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948 (dont Israël est signataire) n'en est que l'illustration la plus saillante. À l'échelle nationale ensuite et surtout, la population israélienne semble chaque jour plus divisée sur la stratégie à mener et sur le soutien, ou non, à Benyamin Netanyahu. Or nombre de conflits récents démontrent à quel point l'opinion publique nationale détermine l'issue d'une guerre. Qu'il s'agisse de la

France durant la guerre d'Algérie (1954-1962) ou des États-Unis au Vietnam (1955-1975) ou en Afghanistan (2001-2021), des États largement plus puissants que leurs cobelligérants ont été défaites. Non pas sur le champ de bataille, mais au sein de leurs propres sociétés, celles-ci s'opposant à des conflits perçus comme étant trop longs et couteux d'un point de vue humain et financier. Un tel scénario pourra alors s'imposer à Israël : on peut gagner une guerre stratégiquement, et la perdre politiquement.

Kevan Gafaïti (*)

[Aereion 24](#)

(*) Enseignant du département *Middle East Studies* (Sciences Po Paris) et chercheur du Centre Thucydide de l'Université Paris-Panthéon-Assas.

Equipement : Le fusil laser HELMA-LP testé par la France pour ses forces spéciales

Category: 2020-2030,Actualités

29 mai 2025



Pas de bruit, pas de lumière, mais de gros dégâts. Voici l'Helma-LP, un fusil laser destiné aux forces spéciales. Il n'est pas conçu pour détruire des drones, mais les équipements de l'ennemi, en plus de le traumatiser.

La guerre du futur, c'est déjà maintenant avec des robots, des légions de drones et des canons laser. Hier, Futura évoquait l'utilisation sur le terrain par les forces ukrainiennes du canon laser Tryzoub pour assurer la défense aérienne, aujourd'hui, c'est une arme individuelle futuriste qu'a dévoilée Cilas, une société française.

C'est elle qui a déjà créé le laser Helma-P testé par la Marine nationale et employé pour neutraliser d'éventuels mini-drones lors des JO 2024. La firme a dévoilé une autre innovation avec son Helma-LP, lors du Sofins 2025, un salon confidentiel dédié aux forces spéciales qui s'est tenu dernièrement près de Bordeaux.

Il s'agit d'une sorte de fusil laser futuriste pour sniper posé sur un trépied. Cilas l'a montré sous la forme d'une vue d'artiste avec un design rappelant le type d'arme que l'on a l'habitude de voir dans les films de science-fiction. Si son prototype dévoilé au Sofins reste éloigné de cette présentation, l'arme reste impressionnante. Elle est dotée d'une poignée et d'une crosse de fusil d'assaut avec un long et large tube enfermant le système laser avec. À la place de la bouche du canon, se trouve une grosse optique.

Il s'agit donc clairement d'une arme laser destinée à un fantassin. De manière générale, l'essentiel des armements laser disponibles a pour objectif de neutraliser la nouvelle menace que sont devenus les drones chargés d'explosifs. Mais ce n'est pas le cas pour le Helma-LP. Pour être utilisable, les cibles doivent être statiques. Pas question d'abattre un drone donc. Pour cela, outre l'emploi du canon laser Helma-LP, les forces françaises expérimentent des solutions plus rustiques, comme des tirs de grenade au tungstène à partir de fusils à pompe. Radical pour trouver la carlingue et la mécanique des mini-drones.

L'Helma-LP répond à d'autres usages beaucoup plus inattendus. Il peut s'agir de neutraliser des toiles d'abris, des camouflages, des caméras de surveillance, des ordinateurs, des radios, ou tout le panel de capteurs électroniques de l'adversaire. Il peut, au besoin, les « griller » ou bien les aveugler. Et pourquoi pas faire exploser à distance, une défense constituée de mines ? L'avantage de cette arme pour les forces spéciales, c'est sa capacité à délivrer un effet de surprise. Ainsi, le coup de laser est silencieux et surtout invisible. Cette menace venue de nulle part a de quoi perturber l'ennemi.

Comme il s'agit d'équiper les forces spéciales, on parle de proximité avec l'ennemi. L'arme a donc une portée limitée à 300, voire 500 mètres avec un faisceau d'un diamètre de 2 cm. Étant donné que ce laser est compact, donc peu puissant, il est nécessaire d'insister sur la cible en pointant le laser durant 5 à 15 secondes. Le fusil ne se suffit pas à lui-même.

Au lieu des munitions, le nerf de la guerre de ces lasers à énergie dirigée reste l'énergie. Pour alimenter l'arme, son opérateur porte des batteries — dont on ne sait rien au niveau technique — dans un sac à dos. Ce que Cilas a communiqué en revanche, c'est que leur poids est d'environ 15 kg.

En tout cas, ce pack de batterie serait capable de donner à l'arme une bonne endurance et d'assurer des coups répétitifs. Étant donné la précision nécessaire et le maintien du pointage

sur la cible, on comprend mieux pourquoi l'arme se destine à reposer sur un trépied. Il s'agit d'un véritable travail de sniper. L'Helma-P étant adopté par l'armée française, peut-être que ce fusil laser innovant est déjà testé et apprécié par les forces spéciales.

Lors du salon SOFINS 2025, dédié aux forces spéciales françaises et organisé près de Bordeaux, la société française CILAS a dévoilé un prototype de fusil laser baptisé HELMA-LP. Ce système portable, conçu pour des missions de neutralisation discrètes et ciblées, marque une nouvelle étape dans le développement des armes à énergie dirigée. Si son apparence évoque les armes futuristes des films de science-fiction, le HELMA-LP est un système fonctionnel développé pour répondre aux besoins opérationnels spécifiques des forces spéciales dans des environnements complexes et exigeants.

Le système HELMA-LP comprend un fusil laser inspiré de la plateforme AR-15, relié via deux câbles à un sac à dos de 15 kg contenant des batteries rechargeables (Source de l'image : Army Recognition)

Bien que le HELMA-LP ne soit pas spécifiquement conçu pour contrer les drones comme le HELMA-P, des démonstrations et des tests effectués sur des drones commerciaux comme le DJI Mavic ont montré que même un faisceau laser de faible puissance peut endommager ou aveugler des capteurs optiques sensibles ou faire fondre des objectifs de caméra en plastique. Un effet similaire a été observé avec le système turc Gökberk développé par Aselsan, où une courte exposition à un faisceau laser a neutralisé efficacement des drones légers sans nécessiter une puissance de sortie élevée.

Le déploiement d'armes laser telles que le HELMA-LP s'inscrit dans une tendance mondiale plus large vers le développement des technologies à énergie dirigée, motivée par le besoin croissant de neutraliser rapidement et discrètement des menaces de plus en plus diverses, notamment les drones, les capteurs et les systèmes électroniques. Les États-Unis, pionniers dans ce domaine, ont intégré des systèmes comme le DE M-SHORAD et le HEL (High Energy Laser) à bord de véhicules blindés et de plateformes navales, tandis que la Chine, la Russie, Israël, l'Allemagne et la Turquie ont également réalisé des investissements importants dans le développement d'armes laser sur terre, en mer et dans les airs. Cette course technologique reflète une volonté stratégique d'acquérir des outils défensifs rentables réduisant la dépendance aux munitions conventionnelles tout en permettant des capacités d'engagement silencieuses, instantanées et difficiles à tracer.

D'un point de vue industriel, ces systèmes constituent également des plateformes innovantes pour les entreprises de défense qui cherchent à diversifier leurs portefeuilles face à l'évolution des menaces. Des groupes comme Lockheed Martin, Rheinmetall, Aselsan, Raytheon, Norinco et CILAS en France multiplient les programmes de démonstrateurs pour répondre à des besoins militaires spécifiques tels que la protection de sites, la neutralisation de drones et le soutien aux forces spéciales. Le développement de ces technologies repose non seulement sur la maîtrise de sources laser compactes et durables, mais aussi sur la capacité à stocker et à délivrer efficacement de l'énergie. À ce titre, les armes à énergie dirigée représentent un domaine clé pour l'innovation à double usage, tant dans le secteur militaire que civil, notamment dans des domaines comme les systèmes de batteries et l'ingénierie optique.

09 mai 2025

Guerre en Ukraine : La Russie mène le jeu

Category: 2020-2030,2022-2025 : Guerre en Ukraine,Actualités,Géopolitique

29 mai 2025



Excellent article du commandant (à la retraite) Steven Jermy, Royal Navy, récemment publié sur NATO watch. Steven a commandé 4 navires de guerre, le 5^e escadron de destroyers et l'Armée de l'air de la Flotte. Il a servi dans la guerre des Malouines, déployé dans les campagnes de Bosnie et du Kosovo, et sa dernière tournée opérationnelle était en Afghanistan en tant que Directeur de la stratégie à l'Ambassade britannique. Il est l'auteur de « Strategy for Action: Using Force Wisely in the 21st Century » et travaille maintenant dans le secteur de l'énergie offshore.

Theodore Roosevelt a déclaré « Parlez avec douceur tout en portant un gros bâton » . Les dirigeants européens font le contraire et sont offensés lorsqu'ils ne sont pas invités aux négociations russo-ukrainiennes. Au lieu de cela, et depuis la ligne de touche, les Européens insistent pour que la Russie accepte des conditions de cessez-le-feu que ni eux ni les Américains n'ont les moyens politiques ou militaires d'imposer. Il n'est donc pas surprenant que les Russes continuent patiemment d'insister sur leurs propres conditions, ni que les Américains se rallient lentement à

la position de la Russie. Pourtant, les dirigeants européens se sentent offensés. Pourquoi donc ?

Au niveau le plus fondamental, je crains qu'ils n'aient pas la capacité de calculer l'équilibre des puissances, une compétence pourtant essentielle en temps de guerre. Si nous, Européens, voulons jouer un rôle intelligent dans la conclusion de la guerre en Ukraine, nous devons revenir aux bases de la stratégie et calculer les rapports de force relatifs. Cela nous permettrait de comprendre le véritable levier - ou manque de levier - qu'à l'Occident sur la Russie.

Un excellent point de départ est le travail du professeur John Mearsheimer, en particulier compte tenu de son étonnante prescience sur ce sujet, qui contraste fortement avec les prévisions des commentateurs occidentaux conventionnels. Mearsheimer souligne que la richesse économique et la taille de la population sont des déterminants fondamentaux de la puissance nationale. Toutes choses égales par ailleurs, les grandes populations sont plus puissantes que les petites populations, les plus riches plus puissantes que les plus pauvres.

Mais la richesse économique est régulièrement, et paresseusement, évaluée à l'aide des chiffres du PIB, un moyen particulièrement médiocre de calculer la puissance militaire nationale. L'économie des services compte peu sur le champ de bataille ; dans les affaires militaires, c'est la capacité industrielle qui compte.

Il y a un autre facteur tout aussi fondamental à ajouter à la liste de Mearsheimer, l'énergie. La capacité industrielle, tout comme les opérations militaires, dépend de manière critique d'un approvisionnement fiable en énergie bon marché, de haute qualité et abondante, comme les Européens le constatent à leurs propres frais. En effet, dans la guerre et les opérations militaires, le combat et la logistique sont tous deux extrêmement énergivores.

Ces facteurs fondamentaux étaient visibles pendant la Seconde Guerre mondiale. Les États-Unis, la Russie et la Grande-Bretagne avaient de grands secteurs industriels ; mais aussi des approvisionnements énergétiques fiables, provenant de sources locales et des colonies britanniques pour ce dernier pays. L'échec de l'armée allemande à capturer le pétrole russe et les succès des sous-marins de la marine américaine à gêner les approvisionnements en pétrole indonésien du Japon ont été des facteurs clés de la défaite finale des deux nations de l'Axe.

Nerveusement, l'amiral Isoroku Yamamoto, avant la Seconde Guerre mondiale face aux États-Unis, reconnaissait cette logique : *"Quiconque a vu les usines automobiles de Detroit et les champs pétrolifères du Texas sait que le Japon n'a pas la puissance nationale pour une course navale contre l'Amérique."*

La capacité industrielle et l'énergie sont peut-être les fondements de la puissance nationale, mais l'utilité de la puissance militaire est aussi conditionnée géopolitiquement. Dans mon livre « *Strategy for action* », je fais la distinction entre l'équilibre des puissances nationales et l'équilibre des passions politiques. Cette distinction, rarement faite, explique les défaites au Vietnam et en Afghanistan : les Vietcongs et les Talibans, même plus faibles, se ralliaient beaucoup plus autour de leurs causes et étaient prêts à payer un prix du sang plus élevé que les populations occidentales. La géographie joue également un rôle dans les calculs politiques : les gens se soucient généralement moins des problèmes se passant loin de chez eux.

La distance compte aussi pour des raisons militaires. Plus une campagne est éloignée, plus le défi logistique et les dépenses y afférant sont importants. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les Américains, dans un exploit industriel historiquement inégalé, ont construit 2 751 navires de style *liberty* de 10 000 tonnes pour former l'épine dorsale d'une énorme chaîne d'approvisionnement logistique militaire mondial. L'autre facteur géographique important est la nature maritime ou terrestre d'une campagne. Les marines des puissances maritimes ont moins d'utilité dans les campagnes terrestres, et vice versa pour les armées des puissances terrestres. Ce n'est pas une distinction manichéenne, elle est plus nuancée que cela, mais elle est néanmoins importante pour juger de l'utilité de la puissance maritime ou terrestre.

Armés de ce cadre, nous sommes en terrain plus solide pour examiner la guerre en Ukraine avec une rigueur militaro-stratégique plutôt qu'avec la superficialité politique. Évaluons les participants à la guerre par ordre croissant de puissance.

Fondamentalement, l'**Ukraine** a commencé la guerre en position de faiblesse. Avec le soutien soutenu de l'OTAN depuis 2014, elle avait formé une grande armée, mais sa capacité industrielle était limitée et elle dépendait d'approvisionnements énergétiques externes, y compris du pétrole russe. Sa position fondamentale est maintenant bien pire, après le ciblage délibéré par la Russie de ses infrastructures industrielles et énergétiques.

L'unité géopolitique de la puissance ukrainienne se dissipe également. La passion politique pour la cause, déjà faible dans les régions ethniquement russes, semble maintenant s'éroder parmi les fatigués de la guerre et les victimes des gangs de rabatteurs de l'armée ukrainienne. Les ultranationalistes resteront sans doute fidèles à leur cause, peut-être jusqu'à une fin apocalyptique, mais mis à part eux, il est facile d'envisager un consensus populaire en chute libre quand l'armée russe roulera vers l'ouest.

Certains disent qu'il est évident que les fondements et l'utilité de la puissance sont calculés de cette manière. Mais ce n'est clairement pas le cas pour les dirigeants américains et européens engagés dans la guerre en Ukraine, qui démontrent, par leurs paroles et leurs actes, qu'ils n'ont pas le moindre soupçon d'une telle compréhension.

Mis à part son bellicisme, l'**Europe** est fondamentalement faible. Pour se rapprocher des niveaux de capacité industrielle de la Guerre froide, les Européens devront doubler leurs dépenses de défense et dépasser 5% du PIB. En 1986, au point culminant de la guerre froide, la Grande-Bretagne dépensait 6% pour sa défense.

De plus, en tant que premier importateur d'hydrocarbures au monde, avec 12,8 millions de barils par jour de pétrole, la situation de l'Europe est caractérisée par une vulnérabilité énergétique aiguë. La cohésion géopolitique limitée de l'Europe est également en jeu. La Hongrie, la Slovaquie, la Bulgarie et la Serbie ont toujours été sceptiques, la position neutre de l'Autriche est restée nuancée, et le soutien politique d'autres pays, comme l'Italie et l'Espagne, s'affaiblit. Alors que les ressources nationales sont redirigées, loin des dépenses en capital constructif ou en biens de société vers une course aux armements impossible à gagner pour soutenir une guerre perdue, il est difficile d'imaginer comment les choses pourraient s'améliorer.

Fondamentalement, les **États-Unis** sont plus puissants que l'Europe ou l'Ukraine, mais ce n'est pas si important. Industriellement, le monde entier sait qu'ils ont un problème ; la preuve

en est que la logique primaire des taxes douanières est la réindustrialisation du pays. Au niveau de l'énergie, c'est un peu mieux mais loin d'être parfait. Bien qu'exportateurs d'hydrocarbures raffinés, les États-Unis restent importateurs nets de pétrole, à hauteur de près de 3 millions de barils par jour.

Plus pertinent, l'Ukraine est loin de la patrie américaine, la base électorale de Trump est généralement contre la guerre et les perspectives de financement du Congrès au-delà de juin sont incertaines. La politique intérieure joue également son rôle. La responsabilité principale du soutien initial des États-Unis à la guerre incombe à l'administration Biden. Mais plus longtemps les Etats-Unis resteront coincés dans la mangrove ukrainienne, plus l'administration Trump risque d'en assumer le blâme.

La Russie, quant à elle, démontre sur le champ de bataille la valeur analytique du calcul de l'équilibre des puissances. Mobilisée industriellement pour son « *opération militaire spéciale* », la production russe d'obus de 155 mm est supérieure à celle des États-Unis, des Européens et des Ukrainiens réunis. Le pays est aussi une superpuissance en hydrocarbures, totalement indépendante énergétiquement et qui regarde avec perplexité les Européens accélérant leur suicide industriel en appliquant des sanctions contre l'énergie russe revenant comme un boomerang. La cohésion géopolitique de la Russie est également claire. Puissance terrestre majeure, elle opère sur des lignes logistiques intérieures qui sont ses atouts. Politiquement, les Russes pensent mener une guerre existentielle contre un Occident expansionniste. Dès 2008, le télégramme diplomatique « *Nyet means Nyet* » [Non veut dire non] de Bill Burns expliquait que l'expansion de l'OTAN était considérée comme un problème « *névralgique* » par tous les Russes et pas seulement par Poutine. Ils défendent donc l'existence de la Russie et les chiffres d'approbation politique de 85% de Poutine reflètent l'engagement de son peuple à la victoire.

Implications : La Russie mène le jeu. Et alors ?

Selon cette analyse, l'équilibre des puissances – sur le champ de bataille et à la table des négociations – favorise largement la Russie. Malgré cela, les dirigeants européens – avec le soutien réduit des Américains – semblent croire que c'est aux perdants de dicter les conditions du cessez-le-feu ou de la reddition. Puis protestent bruyamment quand ni la situation ni Poutine ne veulent les suivre. En temps de guerre, ce sont les vainqueurs qui dictent les conditions, et cette guerre se terminera en grande partie aux conditions de la Russie. Bien que les propagandistes essaieront sans aucun doute de présenter cela comme autre chose qu'une défaite de l'OTAN, cela ne servira à rien, car telle sera la situation sur le terrain.

Mieux vaut reconnaître et accepter cette inévitabilité stratégique, faire preuve d'une certaine humilité politique européenne et commencer, enfin, à travailler de manière constructive avec les Américains et les Russes. Afin que nous puissions, à notre tour, aborder la question immédiate la plus importante pour nous tous. La guerre se terminera-t-elle plus lentement, brutalement et coûteusement, sur le champ de bataille ? Ou plus rapidement, humainement et à moindre coût à la table des négociations ?

Si nous reconnaissons le manque relatif de puissance de l'Occident et acceptons les réalités géopolitiques sur le terrain, nous, Européens, pouvons commencer à faire une différence positive, plutôt que de chercher à nous accrocher à notre récit politique raté et à retarder l'inévitable.

Nos appels continus à la Russie à accepter des conditions que l'Occident est incapable d'imposer devraient cesser. Nous devrions modifier notre position sur les principes fondamentaux de la négociation. La Russie aussi a des intérêts légitimes en matière de sécurité. Pousser l'OTAN aux frontières de la Russie tout en ignorant volontairement leurs intérêts était forcément susceptible de conduire à un conflit. La diplomatie met fin aux guerres ; ce qui signifie que les dirigeants européens commencent à parler personnellement à Poutine et aux ministres des Affaires étrangères Lavrov, et essaient de mieux comprendre de première main ce qu'eux et tous les Russes veulent.

Cette dernière question ne devrait pas être trop difficile car les Russes nous disent ce qu'ils veulent depuis au moins trois ans. Fondamentalement, ils recherchent une solution sécuritaire qui élimine la cause première de la guerre et conduit à une paix à long terme sur le continent européen. Lorsqu'il y aura un large accord sur la manière d'y parvenir, alors – et seulement alors – ils seront prêts à parler d'un cessez-le-feu. Et commencer à mettre fin à la destruction catastrophique des infrastructures ukrainiennes, à la perte de vies russes et ukrainiennes supplémentaires et à la gabegie de fonds européens, alors que beaucoup déjà ont été gaspillés.

En 1965, le général Andres Beaufre déclarait « *À la guerre, le perdant mérite de perdre car sa défaite est due à des échecs de réflexion avant ou pendant la campagne.* » Je suis d'accord. Cela peut aller à l'encontre de la pensée européenne conventionnelle, mais l'histoire montrera bientôt qu'avec les Américains, nous, Européens, portons une responsabilité substantielle dans cette guerre et dans la défaite de l'OTAN.

Avec une réflexion stratégique compétente, nous aurions pu éviter cette guerre en premier lieu.

Avec une réflexion compétente sur l'équilibre des puissances, nous pourrions – et devrions – maintenant aider à y mettre fin plus rapidement et de manière humaine.

Steven JERMY

Traduit par Wayan, relu par Hervé, pour le Saker Francophone.

Publié le [mai 21, 2025](#) par [Wayan](#)

Et par Ian Proud - Le 15 mai 2025 - Source [The Peace Monger](#)

Ingérence. Elections en Europe : La mauvaise pente des ingérences

Category: Actualités,Europe de l'Est,Europe de l'Ouest

29 mai 2025



Commentaires AASSDN : L'opinion publique européenne prend de plus en plus conscience de la perte de puissance et d'influence de l'UE sur la scène mondiale. Plusieurs pays et non des moindres, privilégient clairement la défense de leurs intérêts nationaux tant l'UE ne parvient pas à relever les défis actuels : sécurité intérieure, croissance économique, contrôle de l'immigration, prix de l'énergie,... Enfin la défense de l'Europe semble impossible. En effet, les achats de matériels américains (et non ceux produits en Europe) ne cessent de croître.

Weekend intéressant en Europe, avec des élections en Pologne, premier tour des présidentielles, au Portugal, législatives anticipées, en Roumanie, finale des présidentielles. Avec un mot en vedette dans la presse : ingérences étrangères.

Certaines sont supposées être vertueuses. En effet, remarquait le *Monde diplomatique* déjà en janvier dernier « *il y a ingérence et ingérence : d'un côté les manipulations odieuses orchestrées par Moscou et Pékin ; de l'autre, les interventions vertueuses des Américains et des Européens pour défendre les valeurs démocratiques* » (1). Interventions sous diverses formes devenues banales si non avouées depuis la chute du mur de Berlin mais ouvertement déclarées en Europe cette année comme légitimes. Un exemple ? « *Faisons appliquer nos lois en Europe lorsque celles-ci risquent d'être circonvenues et qu'elles peuvent, si on ne les applique pas, conduire à des interférences. On l'a fait en Roumanie, il faudra évidemment le faire si c'est nécessaire en Allemagne* ». Cette déclaration est celle de l'ex-commissaire européen Thierry Breton le 9 janvier dernier sur RMC (1).

Notons une nouveauté : jusqu'à la nouvelle administration Trump, « l'Occident » était supposé travailler dans le même sens. Mais, depuis le 20 janvier, et plus précisément depuis le discours

du vice-président américain JD Vance à Munich le 14 février, les Etats-Unis trouvent à redire à ces pratiques : « *Lorsque nous voyons des tribunaux européens annuler des élections et de hauts responsables menacer d'en annuler d'autres, nous devrions nous demander si nous nous tenons à des normes suffisamment élevées (...). Nous devons faire plus que parler des valeurs démocratiques. Nous devons les vivre* » (2). Il s'agissait évidemment d'une critique concernant le premier tour des élections présidentielles du 24 novembre 2024 en Roumanie, dont le second tour prévu le 8 décembre a été annulé par la Cour constitutionnelle roumaine sur des considérations qui n'ont pas été jusqu'ici avérées (3). Annulation qui a été accompagnée de l'ouverture d'une enquête par la Commission européenne.

Qu'est-ce qui est en jeu ?

Parce que, disait déjà Christian Lequesne (4), professeur à Sciences Po, en 2017, « *les grandes élections nationales n'abordent que marginalement le thème européen pendant les campagnes* » - ce qui est vrai. Tout en remarquant déjà « *la vague d'euroscepticisme généralisée dans tous les Etats membres de l'Union européenne* » - une vague qui s'est confirmée d'élection en élection, en France mais pas seulement, voir les élections européennes de 2024. Vague peut-être due à « *la 'polycrise' que connaît l'Union européenne depuis 2008* ». Polycrise très sérieuse, certes, que les politiques au pouvoir et les fonctionnaires de l'UE ne parviennent pas à juguler. « *L'industrie européenne, dont les parts du marché mondial ont fondu de 22,5 % à 14 % depuis 2000 quand celles de la Chine s'envolaient de 10 % à 28 %, est menacée de mort* » rappelle Nicolas Baverez (5) en détaillant la régression secteur par secteur (acier, chimie, textile, automobile, agriculture, etc.).

Avec, ce qui touche particulièrement les populations au quotidien, partout : « *Alors que l'énergie est 4 fois plus chère qu'en Asie et 5 fois plus qu'aux États-Unis, alors que la priorité absolue donnée aux renouvelables vient de provoquer en Espagne et au Portugal un black-out géant qui a plongé dans le noir 60 millions d'Européens, la trajectoire pour 2040 occulte la dimension de la sécurité, récuse la notion de décarbonation qui assure la neutralité entre les technologies et poursuit l'éradication du nucléaire* ». Et, très sévère : « *Ursula von der Leyen doit aujourd'hui être placée devant ses responsabilités* ». Parce que « *non seulement l'Union ne prend pas les mesures indispensables pour protéger son potentiel de développement, les conditions de vie de sa population et sa sécurité, mais elle s'enferme dans le déni des réalités et le refus de mettre en cause les principes et les politiques qui ont échoué* ».

C'est peut-être cela que les populations contestent, non pas le fait d'être Européens, ils le sont et le savent, mais le système qui leur est uniformément imposé au nom d'une intégration fédérale, qui est en échec - et qui rogne leur liberté de décision. Alors que politiques élus et fonctionnaires de l'UE tentent de préserver leur modèle mondialiste, leur idéologie et leur pouvoir. On peut-être pour ou contre ce modèle, mais en démocratie, il faut accepter d'être contesté, c'est la règle.

Et le malaise s'accroît à chaque élection nationale.

Regardons les résultats du weekend. En Pologne, « *l'étonnement domine dans la presse après les résultats du premier tour de la présidentielle polonaise, dimanche 18 mai. Le libéral Rafal Trzaskowski, maire de Varsovie, l'emporte de peu (avec 31,36 % des voix) face au candidat national conservateur Karol Nawrocki (29,54 %). L'extrême droite, elle, totalise plus de 21 %*

nous dit *Courrier International* (6). Le second tour est prévu le 1^{er} juin. Comprenez que les défenseurs du modèle défendu par la Commission européenne sont inquiets.

Au Portugal, se tenaient les troisièmes législatives en trois ans. Le centre droit sortant sort en tête - il n'inquiète pas Bruxelles, pas plus que ne l'inquiètent les socialistes. Mais, nous dit le *Monde* (7), il n'aura qu'une majorité relative. En effet, « *la croissance du parti d'extrême droite Chega (Assez) pourrait cependant rendre le Parlement portugais plus difficile à manœuvrer* ». Parce que « *Chega a obtenu autant de députés que le Parti socialiste. Il devrait même le devancer, une fois terminé le décompte des résultats des circonscriptions des Portugais de l'étranger, où l'extrême droite était arrivée en tête en 2024* ». Comprenez que Chega défend les intérêts nationaux du pays.

En Roumanie ? « *C'est un soulagement pour Bruxelles comme pour bon nombre de capitales européennes. Le maire de Bucarest, Nicușor Dan, a remporté l'élection présidentielle roumaine ce dimanche 18 mai. Le candidat centriste et pro-européen a recueilli près de 54 % des suffrages au second tour, devançant George Simion (46 %), leader de l'Alliance pour l'unité des Roumains (AUR, affilié aux Conservateurs et réformistes européens), une formation nationaliste et eurosceptique* » (8). Georges Simion, qui a pris la suite de Călin Georgescu invalidé à la suite du scrutin de novembre 2024, était arrivé en tête avec 41% des suffrages au premier tour (21% à Nicușor Dan).

Que voulaient au fond les électeurs roumains ? Ils n'ont certainement pas un bon souvenir de l'occupation soviétique et Georges Simion a été présenté comme un candidat pro-russe. De plus, leur adhésion à l'UE, fonds européens aidant, a été positive à l'économie du pays - et donc au bien-être de chacun.

Que faut-il penser du résultat ? Interrogé par le *Figaro* (9), le général Chauvancy (2S), docteur en sciences de l'information, résume, sans nier les ingérences, au contraire : « *Je n'ai pas été à l'aise avec cette annulation. Lors du sommet des Européens à Munich en février dernier, JD Vance a déclaré : « Si votre démocratie peut être détruite avec quelques centaines de milliers de dollars de publicité numérique d'un pays étranger, alors c'est qu'elle n'était pas très forte ». Il n'a pas tort. Les positions très moralisatrices de l'Union européenne et de la France m'ont un peu surpris aussi. On accablait l'électeur roumain en affirmant qu'il avait été manipulé. Alors qu'ils consultent les réseaux sociaux tout autant que nous ! Même s'il y a de la manipulation, cela sous-entend qu'ils ne seraient pas assez intelligents pour voter par eux-mêmes. L'idée sous-jacente c'est : « vous avez mal voté, on va vous aider à le faire comme il faut ». Face à ces réactions, je me suis dit qu'on aurait mieux fait d'appliquer un relatif devoir de réserve ».*

Tout en ajoutant : « *J'espère que d'ici 2 ou 3 ans, un groupe de chercheur se sera attelé à comprendre ce qu'il s'est vraiment passé en Roumanie, car il y a des zones d'ombre à éclaircir : l'action exacte et précise de la Russie via TikTok même si des éléments précis ont été identifiés comme l'action de nombreux influenceurs, mais aussi l'action de l'UE et de certains pays dans cette élection en Roumanie* ». Certainement. Mais ce qu'en penseront les Roumains eux-mêmes et les conséquences sur la vie politique de leur pays reste incertain.

Ce qui est sûr, c'est que tous les Européens ont suivi cette malheureuse ingérence - la déclaration de Thierry Breton est scandaleuse et contre productive. Elle n'est pas faite pour

amoindrir la défiance de chacun quant à l'honnêteté des responsables politiques comme à celle des fonctionnaires de l'UE - qui ne sont pas des élus, sont au service des électeurs et n'ont aucune légitimité à décider pour eux.

Qui a osé l'oublier ?

Hélène NOUAILLE

La Lettre de Léosthène

Notes :

(1) *Le Monde diplomatique*, le 20 janvier 2025, dossier « Telex », *Au nom des ingérences*

<https://www.monde-diplomatique.fr/telex/2025-01-ingerences>

(2) Discours intégral en français de JD Vance le 14 février 2025 (sur X, ouvert)

Voici une transcription intégrale du discours prononcé par le vice-Président américain JD Vance lors de la Conférence de Munich sur la sécurité ce vendredi 14 février 2025 après-midi.

Il est important que chacun puisse y avoir accès, car j'observe que plusieurs des vérités... pic.twitter.com/IZcAhDeTnI

— Sébastien Tertrais (@stertrais) [February 15, 2025](#)

(3) « *Un candidat d'extrême droite hostile à l'aide à l'Ukraine — qui transite largement à travers le pays — était arrivé en tête. Au lendemain de cette décision, sur la base d'un simple soupçon de manipulations russes par l'intermédiaire de TikTok, la Commission européenne diligentait une enquête sur de potentielles infractions du réseau social chinois. Mais, selon le site d'investigation roumain Snoop, les cent trente influenceurs supposément payés par Moscou auraient en réalité participé à une campagne financée... par le Parti national libéral (PNL) au pouvoir* » (Le Monde diplomatique, note 1).

Enquête du SGDSN français publié le 4 février 2025 :

« *A ce stade, le commanditaire derrière la campagne pro-Georgescu demeure inconnu, de même que le rôle exact joué par FA Agency et par les entreprises affiliées à Zlodeï dans l'ensemble de la campagne du candidat roumain, hormis leur recrutement d'influenceurs par email* »

http://www.sgdsn.gouv.fr/files/files/Publications/20250204_NP_SGDSN_VIGINUM_Rapport_publique_Elections_roumanie_risques_france_VFF.pdf

(4) Sciences Po/CERI, avril 2027, Christian Lequesnes, *L'enjeu européen dans la campagne présidentielle*

<https://www.sciencespo.fr/ceri/en/content/l-enjeu-europeen-dans-la-campagne-presidentielle>

(5) *Le Figaro*, le 19 mai 2025, Nicolas Baverez : « *L'Union européenne otage de sa bureaucratie* »

<https://www.lefigaro.fr/vox/economie/nicolas-baverez-l-union-europeenne-otage-de-sa-bureaucratie-20250519>

(6) *Courrier International*, le 19 mai 2025, *Présidentielle en Pologne 'carton jaune' pour le gouvernement de Donald Tusk*

https://www.courrierinternational.com/article/politique-presidentielle-en-pologne-carton-jaune-pour-le-gouvernement-de-donald-tusk_231037

(7) *Le Monde*, le 19 mai 2025, Sandrine Morel, *Au Portugal, le centre droit remporte les élections, la gauche s'effondre au profit de l'extrême droite*

https://www.lemonde.fr/international/article/2025/05/19/au-portugal-le-centre-droit-remporte-les-elections-la-gauche-s-effondre-au-profit-de-l-extreme-droite_6607158_3210.html

(8) Toute l'Europe, le 19 mai 2025, Hugo Palacin, *Roumanie : le candidat pro-européen, Nicusor Dan, remporte l'élection présidentielle*

<https://www.touteurope.eu/vie-politique-des-etats-membres/roumanie-le-candidat-pro-europe-en-nicusor-dan-remporte-l-election-presidentielle>

(9) *Le Figaro*, le 19 mai 2025, Elisabeth Pierson, *Présidentielle en Roumanie: «Croyez-vous vraiment que nos dirigeants s'affranchissent de toute action d'influence? »*

<https://www.lefigaro.fr/international/accusation-d-ing%C3%A9rence-dans-la-pr%C3%A9sidentielle-en-roumanie-nous-sommes-dans-une-guerre-de-l-information-et-de-l-influence-20250519>

Léosthène, Siret 453 066 961 00013 France APE 221E ISSN 1768-3289

Directeur de la publication : Yves Houspic (yhouspic@gmail.com)

Directrice de la rédaction : Hélène Nouaille (helene.nouaille@free.fr)

Copyright©2025. La Lettre de Léosthène. Tous droits réservés.

Vidéo. L'armée française : Combien de

divisions ?

Category: 2020-2030,2022-2025 : Guerre en Ukraine,Actualités,Videos en ligne
29 mai 2025



Dans cette émission, Alain Juillet et Claude Medori reçoivent le Général Jean-Marie Faugère pour analyser les forces et faiblesses de l'armée française à l'aune des déclarations du Président Macron sur le conflit russe-ukrainien. Au-delà de l'état des lieux, nous interrogeons la vision stratégique de la France : comment redéfinir sa puissance dans un contexte de contraintes budgétaires et de menaces diffuses ?

Quelle place pour les forces armées avec une nation qui doute de ses certitudes et de son rôle dans le monde en mutation ?

Date de mise en ligne : 02/05/2025

Durée : 00:44:24

Compte YouTube : [Open Box TV](#)

[00:00](#) - Introduction

[00:08:30](#) - Une armée aguerrie mais trop petite

[00:12:30](#) - Budget de défense en France

[00:17:00](#) - La dissuasion nucléaire

[00:26:30](#) - Vers un armement européen ?

[00:33:00](#) - Accord de Minsk 1 et l'accord de Minsk 2 : des accords non respectés par certains alliés

[00:35:00](#) - Volontarisme de façade de la part des Européens

[00:39:00](#) - Difficultés quant à la reconstitution des effectifs

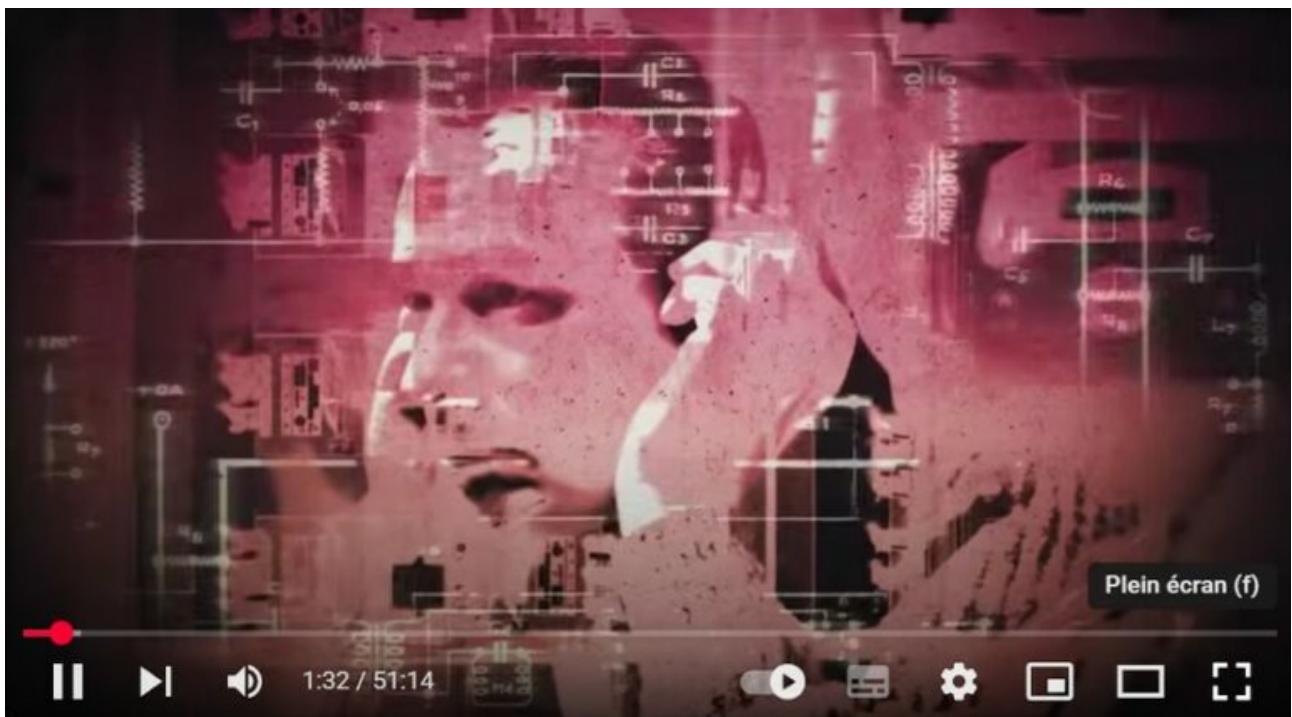
[00:42:00](#) - Définir un cadre pour des lois de programmation futures ?

[00:43:20](#) - Conclusion

Vidéo : “Hitler sur table d’écoute”

Category: 1942-1945,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Actualités,Contre-espionnage,Videos en ligne,Videos historiques

29 mai 2025



Paris, 20 avril 1942, trois opérateurs résistants, sous la direction de l'ingénieur Robert Keller, espionnent en direct la voix d'Adolf Hitler, le Führer lui-même, qu'ils ont placé sur table d'écoute ! Ils espionneront également les plus grands dignitaires du IIIème Reich. Keller réalisa, lors de la Seconde Guerre mondiale, un des faits majeurs de l'action clandestine en Europe occupée. Il a écouté, au profit des Services de renseignement français et britannique et a capté tous les secrets d'état qui couraient sous terre le long des énormes câbles de télécommunication entre Paris et Berlin.

Commentaire AASSDN : Le film de 52' , “*Hitler sur table d’écoute*” a été produit pour TV5 en 2018.

Marie Gatard, membre de l'AASSDN, a rédigé le scenario de ce film évoquant le rôle majeur joué par L'ingénieur Robert Keller qui a été recruté par les Services de renseignements français SR (réseau Kléber) durant la Seconde Guerre mondiale. (Lire le livre : “*La pierre qui parle*” de Marie Gatard)

Ce patriote, méconnu, ingénieur des PTT, est mort pour la France en déportation au camp de Bergen Belsen. Il avait 46 ans, Il était marié et père de famille.

Date de mise en ligne : 30/04/2025
Durée : 00:51:314
Réalisateur : Laurent BERGERS
Compte YouTube : [Boketto Culture - Histoire](#)

Economie : Face à la Chine, Trump perd la première manche

Category: 2020-2030,Actualités
29 mai 2025



Le 22 avril, dans le bureau ovale, D. Trump opérait un sérieux repli tactique sur les droits douane infligés à la Chine dont il a dit qu'ils seraient « réduits de manière substantielle ». Pour faire bonne mesure, il a aussi précisé qu'il s'abstiendrait désormais d'évoquer les origines de la pandémie de Covid-19 et serait « très gentil » à la table des négociations avec Pékin.

En Chine, où une perte de face publique pourrait détruire l'avenir politique de Xi Jinping, l'appareil politique a unanimement réagi par le sarcasme et la défiance.

La classe politique qui affiche une résilience bravache, n'ignore pas que la volte-face s'est

produite après les secousses de la bourse et les rencontres du Président avec les PDG des géants de la grande distribution inquiets des conséquences économiques et financières de la hausse des droits de douane.

Wang Yiwei, Directeur de l’Institut des Affaires étrangères à l’Université de Pékin, estime qu’après des semaines de postures démonstratives et de messages contradictoires, la Direction chinoise se méfie de Trump. Pour l’instant, échaudée par ses incessants contrepieds, elle ne croit pas à son discours sur la baisse des taxes.

Elle n'a pas tort.

Alors que la plupart des banques d’investissement ont prévenu qu’une guerre généralisée des droits de douane entraînerait une récession planétaire, D.Trump n’a donné aucune information précise sur l’ampleur de son recul. L’estimation la moins vague est venue d’un officiel de la Maison Blanche qui, « *au doigt mouillé* » a avancé une plage « *à peu près comprise en 50 et 65%.* »

Depuis Fudan à Shanghai, Wu Xinbo, Directeur de l’Institut d’études américaines, affirme que la Chine « *n'est pas pressée de négocier* » et qu’elle serait en mesure de résister aux pressions économiques.

Le pays, dit-il en substance, aurait d’abord intérêt à accepter pour un temps les frictions d’un conflit. « *Les négociations dans l'intérêt de la Chine n'en seront que plus faciles.* » La réalité est qu’avec seulement 15% de son commerce extérieur lié aux États-Unis, dans ce bras de fer, Pékin dispose d’une marge de manœuvre.

Les déclarations publiques des universitaires sont en phase avec la Direction du régime qui depuis des mois s’applique à afficher la force et la sérénité d’un acteur stable garant de l’ordre international.

En même temps, Wang Yiwei, cité plus haut, estime que les déclarations sur la baisse des taxes ne suffiront pas à amener la Chine à la table des négociations. Selon lui qui prône la résilience et la fermeté, il y faudrait des gestes plus convaincants.

« *Si les américains voulaient vraiment négocier, ils devraient commencer par supprimer tous les droits de douane récemment imposés.* » (...) « *Le moindre signe de faiblesse enverrait le signal que la stratégie des "méga-taxes" a fonctionné. Ce qui pourrait inciter Washington à les augmenter encore.* »

Une dérision mêlée d'inquiétude.

Logiquement les réseaux sociaux se sont emparés du sujet sur un mode ultra-nationaliste. Le 23 avril, lendemain du rétropédalage de Trump, près de 200 millions d’internautes chinois échangeaient des messages peu amènes sur Trump. Certains étaient frontalement inflexibles : « *On ne négociera pas tant que les taxes ne seront pas complètement supprimées* ».

A côté des vindicteux, le persiflage populaire avait beau jeu de reprendre la satire du New-York Times du 9 avril par Thomas L. Friedman « *Si vous engagez des clowns, attendez-vous à un cirque. Et chers compatriotes, nous avons engagé une équipe de clowns* ».

Ou celui de la chaîne démocrate MSNBC : « *Après avoir pris le système financier mondial en otage, pour, sous la panique, revenir en arrière, c'est par son inconsistance qu'a brillé la Maison-Blanche* ». CNN ironisait « *Nous connaissons désormais la limite de l'endurance politique de Donald Trump, à savoir une semaine* ».

Dans la foulée, en Chine, sur Weibo, le « hashtag » « 特朗普退缩了 - Trump recule - » était vu 150 millions de fois.

*

Pour autant, depuis la Chine, les torses bombés de la Direction politique ne disent pas tout. En privé, certains intellectuels chinois doutent de la sagesse d'une confrontation prolongée avec Washington.

S'adressant à CNN sous couvert d'anonymat, un expert en politique étrangère s'est dit préoccupé par l'impact des droits de douane exorbitants sur l'économie entrée dans un processus de freinage.

« *Les autorités chinoises ne disent pas la vérité. La réalité est que l'appareil s'angoisse d'un choc économique majeur. Si les droits de douane de 145 % restaient en vigueur, l'ensemble de notre commerce extérieur serait considérablement impacté, entraînant des pertes d'emplois massives et de probables troubles sociaux, mettant la légitimité du gouvernement en péril* ».

Alors que ces vues contraires au discours officiel sont systématiquement censurées, l'exécutif a déjà fait un geste de souplesse en annulant l'embargo intenable pour les compagnies chinoises sur les pièces détachées aéronautiques.

Début avril, un chercheur de l'Académie des sciences sociales, publiait sur son compte WeChat personnel un message vite censuré, qualifiant les contre-mesures chinoises de « *totalelement erronées* ». « *L'augmentation des droits de douane par les États-Unis, revient pour eux à soulever une pierre qui leur retombera sur les pieds ; nous ne devrions pas les imiter au risque de nous heurter nous-mêmes.* »

Plus largement alors que Donald Trump a été le premier à céder dans cette lutte d'égos et de postures, en Chine même, derrière l'affichage des fiers-à-bras, il existe une coterie politique consciente qu'en 2025, l'objectif de 5% de croissance fixé en mars par l'appareil, sera hors d'atteinte si les exportations restaient à ce point handicapées par les taxes américaines.

Pour l'instant, le moins qu'on puisse dire est que les déclarations ne s'accordent pas tout à fait.

D'un côté, Trump placé sous la pression d'une opposition interne a commencé à comprendre qu'il s'est peut-être engagé dans un combat qu'il ne peut pas gagner. De l'autre, inflexible, l'appareil chinois, moins dépendant de son opinion publique, reste uni sur une attitude de défiance, tandis que les réseaux sociaux sont envahis par les persiflages anti-américains, dont Trump est la tête de turc.

Aux déclarations de Washington laissant entendre que des négociations étaient en cours, l'appareil a opposé un démenti sans équivoque. Le 25 avril dernier, He Yadong le porte-parole du ministère chinois du commerce, a clarifié la situation vue de Pékin : « *Toute affirmation sur*

les progrès des négociations économiques et commerciales sino-américaines est sans fondement et n'a aucune base factuelle. »

Le 28 avril, le porte-parole Guo Jiakun démentait formellement que les deux présidents s'étaient parlés au téléphone « *À ma connaissance, il n'y a pas eu d'entretien téléphonique récent entre les deux chefs d'État* », (...) « *Je tiens à réitérer que la Chine et les États-Unis ne sont engagés ni dans des consultations ni dans des négociations sur la question des droits de douane.* »

Dans ce contexte, tout indique que, pour l'instant, au moins en apparence, Pékin garde la main.

Sans ignorer les risques pour ses exportations liés aux sanctions, la Direction chinoise peut en effet encore actionner la menace de cesser sa coopération sur le Fentanyl, tout en faisant valoir l'avantage de contrôler 80 % des exportations de terres rares lourdes raffinées indispensables aux industries américaines de l'aéronautique et de la défense. (Voir l'annexe).

En haussant l'analyse d'un étage, constatons qu'à Pékin comme à Washington, flotte l'idée d'un retour nécessaire à la table des négociations. Mais, comme toujours à l'affut des opportunités, l'Appareil qui a pris soin de ne pas céder complètement à la tentation de l'escalade, compte bien tirer profit des hésitations de la Maison Blanche, pour élargir l'éventail du dialogue.

Alors que les injonctions incontournables de la « *Face* » règleront la rigidité des négociateurs chinois qui ne peuvent donner le sentiment de céder à l'Amérique, il faut s'attendre qu'à l'agenda d'une négociation commerciale s'ajoutent d'autres sujets.

D'abord, ceux touchant aux droits de l'homme revisités au caractéristiques chinoises, chacun dans sa sphère d'influence ; celui aussi du respect mutuel entre grandes puissances. Plus précisément, saisissant l'opportunité pragmatique d'un rapport de forces favorable, Pékin pourrait exiger l'amendement de l'embargo infligées à la Chine sur les hautes technologies.

[A ce sujet, lire nos articles de septembre 2019 :

<https://www.questionchine.net/la-guerre-mondiale-des-semi-conducteurs> ; de décembre 2022 :
<https://www.questionchine.net/micro-puces-et-droit-de-propriete-la-violente-riposte-americaine-contre-la-chine-et> et de septembre 2024 :

<https://www.questionchine.net/alerte-sur-la-puissance-d-innovation-chinoise>]

Surtout, alors que D.Trump a récemment troublé la fermeté de l'alliance entre Washington et Taïwan, [Lire : <https://www.questionchine.net/chine-usa-taiwan-les-ambiguites-du-pentagone>], Pékin pourrait saisir l'occasion pour exiger moins de proximité avec Taipei, par exemple sur le niveau politique des visites officielles américaines dans l'Île et sur les ventes d'armes.

Mise à jour le 2 mai.

Le 2 mai, les contrats à terme sur les actions européennes et asiatiques ont repris de la vigueur après l'annonce de la Chine qu'elle étudiait la possibilité de négociations commerciales avec les États-Unis. L'optimisme est renforcé par le fait que le Japon s'attend à une accélération des négociations avec Washington et vise lui-même un accord en juin.

Parallèlement, le ministre japonais des Finances déclarait que les obligations américaines détenues par la Chine et le Japon pourraient constituer un atout dans les négociations.

Editorial de **François DANJOU**

Site : [Question Chine](#)

2 mai 2025

La suprématie chinoise dans le secteur des « Terres Rares. »

Le 4 avril dernier le ministère du commerce chinois a durci les conditions d'exportation d'aimants et de 7 éléments de « *Terres rares lourdes* » - samarium, gadolinium, terbium, dysprosium, lutétium, scandium, yttrium - utilisées dans les secteurs de la défense, de l'énergie et de l'automation industrielle.

Officiellement la mesure qui n'est pas un embargo, se contente en plus de la limite des « *quotas* » d'exiger des exportateurs une licence spéciale d'exportation.

Les nouvelles dispositions auront trois conséquences :

- 1.- A court terme, un arrêt momentané des exportations pendant la mise en place par le gouvernement chinois du système de licences.
- 2.- Des perturbations d'approvisionnement pour certaines entreprises américaines, d'autant que 16 d'entre elles - dont 15 appartiennent au secteur de la défense - figurent déjà sur la liste chinoise de contrôle des exportations, qui leur interdit d'importer de Chine des biens à double usage.
- 3.- A moyen terme, la possibilité que la Chine parvienne à rallier contre l'Amérique des appuis soucieux de préserver leur approvisionnement en « *Terres rares* ».

Alors que la Chine n'a pas imposé de restrictions sur les « *Terres rares légères* », dont le traitement est assuré par un ensemble plus diversifié de pays, les États-Unis sont particulièrement vulnérables au durcissement chinois sur les « *Terres rares lourdes* » dont Pékin détient le monopole total d'exportation, depuis qu'en 2024, le fournisseur vietnamien a, à la suite d'un litige fiscal, mis la clef sous la porte.

Les « *Terres rares lourdes* », monopole chinois et retard occidental.

La sensibilité stratégique de la question se lit dans le fait que tous les équipements de pointe des armées américaines contiennent des « *Terres rares lourdes* ».

Exemples : le chasseur de combat *F-35* en contient 400 kg ; Un destroyer *DDG-51* de la classe *Arleigh Burke*, une des pièces maîtresses de la Flotte du Pacifique où elle rivalise avec la marine chinoise, plus de 2 tonnes ; Un sous-marin de la classe *Virginia*, plus de 4 tonnes. Il en va de même pour les missiles de croisière, les systèmes radar, les drones *Predator* et la série de bombes dites intelligentes « *Joint Direct Attack Munition* ».

Alors qu'aux États-Unis, le rythme de production de l'industrie de défense est cinq fois

inférieur à celui de la Chine - notamment pour les équipements navals - [Lire : <https://www.questionchine.net/la-marine-chinoise-lance-deux-destroyers-geants>] le durcissement chinois sur les Terres rares creuse inexorablement l'écart entre les capacités militaires des deux rivaux stratégiques.

En dépit des récents investissements américains - notamment près de 700 millions de \$ entre 2020 et 2022 dans l'extraction et le traitement des terres rares sur le site de « Mountain Pass », (50 km au nord de Salt-Lake City - Utah -) et à Fort Worth au Texas, avec pour objectif la capacité autonome de répondre à partir de 2027 aux besoins de la défense -, le décalage d'échelle avec les capacités chinoises est considérable.

En 2024, alors que le système de production américain était pleinement opérationnel, la société MP Materials au cœur de l'industrie des *Terres rares* aux États-Unis, n'a produit que 1300 tonnes d'aimants de qualité stratégique contre 300 000 tonnes produits par la Chine.

En bref, dans un avenir prévisible, les États-Unis seront irrémédiablement à la traîne par rapport à leur rival chinois.

Une tendance à l'œuvre depuis 2010.

L'actuelle situation où l'on voit la Chine valoriser sa domination du secteur des *Terres rares* était prévisible. En 2010, elle avait pour la première fois utilisé son monopole comme arme en interdisant leur exportation vers le Japon à la suite d'un litige concernant des chalutiers de pêche.

Entre 2023 et 2025, elle a imposé des restrictions à l'exportation de matériaux stratégiques vers les États-Unis, notamment le gallium, le germanium, l'antimoine, le graphite et le tungstène.

En 2023, aux États-Unis, le Comité spécial sur la concurrence stratégique entre les États-Unis et le Parti communiste chinois publiait un rapport intitulé « *Réinitialiser, prévenir et construire une stratégie pour remporter la bataille économique entre l'Amérique et le Parti communiste chinois* ».

Il recommandait que « *le Congrès encourage la production d'aimants qui constituent la principale utilisation finale des éléments de Terres rares utilisés dans les véhicules électriques, les éoliennes, les technologies sans fil et de nombreux autres produits.* »

Plus précisément, il préconisait que le Congrès mette en place des incitations fiscales pour promouvoir l'industrie manufacturière américaine.

En décembre 2023, l'interdiction sur son sol des opérations d'extraction par la Chine qui détient le monopole des techniques d'extraction et de séparation des *terres rares* par solvant eut un impact direct sur les circuits d'approvisionnement hors de Chine, d'autant plus durable qu'en Occident le rattrapage capacitaire sera long.

Les solutions alternatives pour contourner le monopole chinois sont en cours en Australie, au Brésil, en Afrique du Sud, en Arabie Saoudite, au Japon et au Vietnam. L'Australie est en pointe avec le site de Lynas à 700 km au Nord-Est de Perth, plus important gisement de *Terres*

rares hors de Chine.

Pour l'instant cependant, le site fait encore procéder au raffinage en Chine qui détient toujours le monopole du traitement du minerai en aval. Les plus optimistes estiment que l'Australie ne maîtrisera pas l'ensemble du processus avant 2026.

Depuis 2010, quand dans un bras de fer avec Tokyo sur les zones de pêche, Pékin avait usé du levier des *Terres rares*, le Japon sera à terme une autre source de contournement. Par son Institut de technologie de Muroran, il s'est en 2012 rapproché du Centre de recherche et de transfert de technologie sur les *Terres rares* de Hanoï au Vietnam.

Questions critiques par [**Gracelin BASKARAN**](#) et [**Meredith SCHWARTZ**](#)

Site : [CSIS](#)

14 avril 2025

Commande : Signature du contrat Rafale Marine pour l'Inde

Category: 2020-2030,Actualités,Armement,Asie Centrale

29 mai 2025



Un accord Inter Gouvernemental entre la France et l'Inde a été signé ce jour permettant la signature, en présence d'Éric Trappier, Président-Directeur général de Dassault Aviation, du contrat d'acquisition par l'Inde de 26 Rafale Marine pour équiper la marine indienne (*Indian Navy*).

Ce contrat fait suite à l'annonce, en juillet 2023, de la sélection du *Rafale Marine*, dont l'*Indian Navy* sera le premier utilisateur en dehors de la France, à l'issue d'une consultation internationale. Il confirme la satisfaction des autorités indiennes quant aux capacités de l'avion et leur volonté d'élargir le spectre de son utilisation opérationnelle.

Cette nouvelle acquisition témoigne de l'importance de la relation stratégique entre l'Inde et la France, et de la reconnaissance du *Rafale* comme vecteur essentiel de souveraineté nationale.

Elle honore l'engagement de Dassault Aviation à répondre aux besoins opérationnels des forces indiennes depuis l'entrée en service du *Toofany* il y a sept décennies, et sa

détermination, à travers sa contribution significative à la politique « *Make in India* » et à l'initiative « *Skill India* », à faire de sa présence en Inde un succès au service des intérêts indiens.

Le *Rafale Marine* dotera les Forces Armées indiennes de capacités de dernière génération et l'*Indian Navy* pourra bénéficier de l'expérience de la Marine nationale qui opère déjà cet appareil. Avec les 36 *Rafale* déjà en service dans l'*Indian Air Force*, le *Rafale Marine* participera activement à garantir l'exercice de la souveraineté nationale et à conforter l'Inde dans son rôle de puissance internationale majeure.

« *Au nom de Dassault Aviation et de ses partenaires, je remercie de leur confiance les Autorités Indiennes avec lesquelles nous travaillons depuis plus de 70 ans et réaffirme notre détermination inébranlable à nous tenir à leurs côtés pour contribuer à accompagner l'Inde dans l'expression de sa puissance souveraine, de ses défis stratégiques et de sa vision ambitieuse de l'avenir* », a déclaré Éric Trappier.

Site [Dassault-aviation](#)

28 avril 2025

—

Le sujet vous intéresse ? N'hésitez pas à lire l'article "[C'est officiel, l'Inde commande des Rafale à la France](#)" de Jean-Baptiste LE ROUX publié sur le site Enderi le 10 avril 2025.

Equipement. Delair : Ces drones toulousains qui font leurs preuves en Ukraine

Category: 2020-2030,2022-2025 : Guerre en Ukraine,Actualités,Armement,Technologies
29 mai 2025



Face à la guerre électronique déployée en Ukraine, les drones toulousains de Delair se distinguent par leur résilience exceptionnelle. Grâce à leur technologie de pointe anti-brouillage, ils jouent un rôle majeur dans les missions d'observation et d'intervention sur le terrain.

Une innovation française face aux défis du brouillage

Depuis le début du conflit en Ukraine, la guerre électronique est devenue une composante essentielle des affrontements militaires. Les drones classiques sont souvent vulnérables face aux dispositifs de brouillage mis en place par les forces adverses. **Dans ce contexte, la société toulousaine Delair s'est imposée grâce à ses drones spécialement conçus pour résister à ces perturbations électroniques.** Cette résilience a été acquise grâce à une expertise accumulée depuis plusieurs années, notamment lors de missions menées dès 2016 en Ukraine pour surveiller les frontières.

Delair a su adapter rapidement ses drones aux réalités du conflit ukrainien.

La capacité des appareils à maintenir leur efficacité malgré les tentatives de brouillage ennemis a séduit les forces ukrainiennes. Cette innovation majeure, soulignée par de nombreux experts militaires, témoigne d'un véritable savoir-faire technologique français. La société a ainsi su transformer une faiblesse habituelle des drones en véritable avantage tactique sur le champ de bataille.

Un développement rapide porté par les besoins militaires

Depuis l'escalade des tensions en Ukraine, Delair connaît une croissance impressionnante. **L'entreprise, qui fabriquait auparavant majoritairement des drones civils, a largement réorienté sa production vers le secteur de la défense.**

Cette stratégie s'est avérée fructueuse : la production annuelle est passée d'une centaine à plus de 250 drones en seulement un an et demi. Ce virage industriel a nécessité une réorganisation complète, incluant l'embauche de nouveaux spécialistes et l'adaptation des infrastructures.

L'un des produits phares de cette expansion militaire est le drone-kamikaze baptisé *Oskar*. Il s'agit de la première munition télé-opérée française, livrée en cent exemplaires aux forces ukrainiennes fin 2024.

Ce drone d'attaque offre aux soldats ukrainiens une nouvelle dimension opérationnelle, combinant précision et discréetion. Les retours du terrain sont très positifs, renforçant ainsi la réputation internationale de Delair. À travers ces succès, l'entreprise prépare déjà l'avenir en travaillant au développement de nouvelles versions de drones destinées à répondre aux besoins futurs des armées modernes.

Jean-Baptiste LE ROUX

Site [Enderi](#)

14 avril 2025

*Source et légende de la photo : Les drones Delair ont démontré leur efficacité en Ukraine.
Capture d'écran Delair*

Commande : C'est officiel, l'Inde commande des Rafale à la France

Category: 2020-2030, Actualités, Asie Centrale, Europe de l'Ouest, Technologies
29 mai 2025



Après une longue période d'incertitude, l'Inde confirme officiellement l'achat de 26 avions *Rafale Marine* au standard F4. Cette acquisition vise à moderniser sa flotte aéronavale tout en renforçant ses capacités de défense stratégique.

Une commande stratégique pour l'Inde

Le gouvernement indien vient enfin d'entériner l'achat de 26 avions de combat *Rafale Marine* auprès de Dassault Aviation. **Ce contrat, estimé à environ 6,6 milliards d'euros (environ 630 milliards de roupies), marque une étape clé dans l'évolution militaire du pays.**

Parmi ces appareils, 22 seront spécialement conçus pour opérer depuis des porte-avions, tandis que 4 autres seront des biplaces terrestres destinés à la formation opérationnelle avancée. Cette distinction est importante, car ces derniers appareils permettront aux pilotes indiens de s'entraîner dans des conditions optimales et au plus haut standard technologique disponible, le standard F4.

Ces avions *Rafale Marine F4* remplaceront progressivement les *MiG-29K* d'origine russe actuellement utilisés par l'*Indian Navy*, devenus obsolètes et coûteux à maintenir. Ce changement majeur s'inscrit dans une volonté affirmée de moderniser l'arsenal indien en faveur d'équipements plus performants, fiables et adaptés aux défis géostratégiques contemporains.

Technologies avancées et partenariat industriel renforcé

Les *Rafale Marine F4* destinés à l'Inde possèdent des capacités améliorées par rapport

aux versions précédentes. Ils offrent une avionique de pointe, un radar AESA performant et un système d'armes adapté aux besoins spécifiques de la marine indienne. Toutefois, contrairement aux appareils français, ils ne seront pas équipés du missile nucléaire *ASMP-A*. Le premier exemplaire sera officiellement remis à l'Inde en mai 2028, avec un calendrier de livraison établi sur plusieurs années pour permettre une intégration harmonieuse dans les forces armées.

Ce contrat dépasse la simple livraison d'appareils, puisqu'il inclut également une importante composante de formation et d'assistance technique. Dassault Aviation, en collaboration avec ses partenaires industriels français tels que Safran et Thales, assurera la formation des pilotes et techniciens indiens. De plus, ce partenariat comprend une mise à niveau technologique des *Rafale* déjà présents dans *l'Indian Air Force*, permettant d'uniformiser l'ensemble des appareils indiens au standard F4.

Jean-Baptiste LE ROUX

10 Avril 2025

Site : [Enderi](#)

Source et Légende de la photo : Le Rafale vient officiellement d'être commandé par l'Inde.
Wikipedia